

Perspectives

Apériodique – n°23/144 – 12 mai 2023

Le point de vue

Les nouvelles dépendances

La pandémie a fait prendre conscience des dépendances stratégiques de l'Europe à l'égard de certains pays, la Chine surtout, ou vis-à-vis de fournisseurs exclusifs pour des biens essentiels, comme les semi-conducteurs. La guerre en Ukraine a également renforcé ce sentiment de perte de contrôle et d'autonomie avec une Europe prise en otage de sa dépendance énergétique à la Russie.

En réponse à ces chocs et face à l'exacerbation des tensions géopolitiques, **l'Europe plaide désormais pour une autonomie stratégique ouverte** afin de continuer à tirer parti des bienfaits de l'ouverture commerciale et de la coopération internationale tout en défendant fermement ses intérêts et ses valeurs. **Ce concept d'autonomie stratégique est la version moderne de la souveraineté économique** et marque la volonté de l'Europe de ne plus subir, mais de choisir et d'organiser ses dépendances au service de ses ambitions industrielles de double transition écologique et numérique. Avec la géo-politisation croissante du commerce, **la résilience des chaînes d'approvisionnement devient ainsi un enjeu majeur de sécurité**. En pratique, il s'agit d'identifier les intrants, les technologies et les filières critiques et d'articuler les politiques, industrielle et commerciale, afin de renforcer les capacités de production européenne de biens stratégiques et de sécuriser l'accès aux intrants essentiels.

Si la **transition énergétique** va nécessairement réduire la dépendance aux carburants fossiles, elle **devrait faire naître de nouvelles dépendances aux minerais et métaux stratégiques indispensables aux technologies bas carbone**. Lithium, terres rares, nickel ou encore cobalt sont, entre autres, incontournables pour la mobilité électrique et la fabrication de panneaux solaires ou d'éoliennes...

La Chine en a pris conscience avant les autres pays. Elle est déjà grande productrice de certains métaux et a multiplié, ces dernières années, ses investissements à l'étranger¹ afin de sécuriser ses approvisionnements. Par ailleurs, la Chine a acquis une position de leader dans les activités de raffinage. Ces activités étant très consommatrices en eau et en produits chimiques polluants, elle a, de fait, longtemps assumé un coût écologique que ne voulaient pas supporter les pays occidentaux.

Cependant, **la rivalité stratégique de nature systémique entre la Chine et les États-Unis change la donne** avec la tentation américaine d'opter pour le découplage comme stratégie de rééquilibrage et d'endiguement vis-à-vis de l'adversaire chinois. Sur le dossier des minerais critiques, outre la mise à jour régulière d'une liste de ressources minérales cruciales, l'Administration Biden a décidé de recourir au Defense Production Act, qui autorise le président à prendre des dispositions pour encourager l'exploration et l'exploitation de matériaux critiques et stratégiques indispensables à sa politique énergétique et environnementale ou à des enjeux régaliens en matière de défense. La Maison-Blanche multiplie également les mains tendues aux pays africains producteurs de minerais stratégiques.

Prise en tenaille entre ces volontés de puissance des géants chinois et américain, l'Europe doit renforcer son autonomie stratégique et réduire ses dépendances excessives, notamment à l'égard des

¹ C'est le cas notamment en Australie, en Argentine ou au Chili pour le lithium, en République démocratique du Congo pour le cobalt ou en Amérique latine pour le cuivre

approvisionnements chinois en métaux stratégiques, le nouvel « or noir » de la transition énergétique mondiale.

La Commission actualise déjà sur une base régulière une liste des matières premières considérées comme « critiques », là où la concentration de la production entre les mains de certains pays fait peser des risques de pénurie. En mars dernier, l'exécutif européen a présenté une feuille de route, le « Critical Raw Materials Act » dont l'objectif est de « garantir un approvisionnement sûr, diversifié, abordable et durable » de ces matériaux stratégiques. À l'horizon 2030, l'Union devra extraire 10% de sa consommation de matières premières critiques, en transformer 40% et en recycler 15%.

Pour atteindre ces objectifs, **il est ainsi question de soutenir financièrement des projets d'extraction, de traitement et de recyclage.** L'Europe veut en effet relancer l'exploration et l'exploitation des ressources minières sur son sol, tout en introduisant de nouveaux procédés d'extraction minimisant les impacts environnementaux. Le sujet reste néanmoins sensible avec des enjeux d'acceptabilité sociale. Cela dit, la relocalisation d'activités minières ne pouvant couvrir l'ensemble des besoins, il convient aussi de sécuriser les approvisionnements étrangers. Pour ce faire, l'Europe compte tirer parti de son leadership vert en capitalisant sur son concept de mines durables pour nouer des partenariats structurants avec des États tiers dans le cadre de l'Alliance des matières premières. L'Europe mise également sur le développement de filières de recyclage, un moyen de réduire à la fois les importations de métaux et les externalités environnementales. D'autres options complémentaires peuvent être envisagées avec un soutien à l'innovation et la recherche de matériaux de substitution ou la mise en place de stocks stratégiques.

Le chemin vers plus d'indépendance s'annonce néanmoins long et afin d'éviter une guerre des ressources aux dépens de la planète, l'Europe doit plaider en faveur d'une coopération internationale pour protéger les échanges de minerais et métaux stratégiques face à l'urgence climatique. ■

Isabelle Job-Bazille
isabelle.job@credit-agricole-sa.fr

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
11/05/2023	Brésil – « Patience et sérénité »	Brésil
10/05/2023	Asie – Conjuguer développement et transition écologique	Asie
10/05/2023	Italie – La "botte" crée la surprise au T1-2023	Italie
09/05/2023	Parole de banques centrales – Réserve fédérale : pause possible en juin, mais sans garantie	États-Unis
05/05/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
04/05/2023	L'indésirable blé ukrainien	Ukraine
04/05/2023	Brésil – Vers un nouveau cadre budgétaire	Brésil
03/05/2023	Soudan – L'instabilité politique, un frein à l'économie	Afrique sub-saharienne
02/05/2023	Chine-États-Unis – Les promesses non tenues de l'accord commercial	Asie, Amérique du Nord
02/05/2023	PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole	Agri-Agroalimentaire
28/04/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
28/04/2023	France – Conjoncture – Flash PIB : la croissance atteint 0,2% au T1 2023	France
28/04/2023	News géoéconomiques	Géoéconomie
27/04/2023	Italie – Scénario 2023-2024 : 2023, l'année du ralentissement	Italie
27/04/2023	L'indispensable politique étrangère des entreprises	Monde
26/04/2023	Chine – Les paradoxes de la reprise chinoise	Asie
26/04/2023	Italie – Le bon élève mais pauvre, une consolidation qui ne dit pas son nom	Italie
25/04/2023	Amérique latine – Un peu de prévision, un peu de prospective	Amérique latine
24/04/2023	Espagne – Scénario 2023-2024 : le retour de la croissance molle	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Alexis Mayer – Jorge Mamani-Soria – Youyiming Wang

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur l'App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.